

Recherches sociographiques



Graham S. LOWE, *Women in the Administrative Revolution*

Carolle Simard

Volume 30, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056459ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056459ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, C. (1989). Compte rendu de [Graham S. LOWE, *Women in the Administrative Revolution*]. *Recherches sociographiques*, 30(2), 317–318.
<https://doi.org/10.7202/056459ar>

Néanmoins, ne pas tenir l'objet à juste distance signifie parfois « myopie critique » qui, si elle peut paraître sympathique par l'utilisation du *je*, amène l'enquêteur à s'assimiler au groupe étudié jusqu'à en reprendre les jugements à l'emporte-pièce, voire les préjugés. Exemple : cette critique du Mouvement Desjardins, reprochant au « desjardianisme » de n'être plus un « mouvement », mais un conglomérat d'entreprises bancaires. Que je sache, il n'y a jamais eu de mobilisation sociale originelle au réseau des Caisses. Le génie de Desjardins fut simplement d'avoir ancré le modèle des banques populaires européennes de Raiffeisen et Luzatti sur les paroisses. L'intervention de l'Église, non celle d'un mouvement populaire, et le vide bancaire en milieu rural expliquent le succès de Desjardins. Il aurait plutôt fallu à l'auteur se rapporter, pour analyser les maux du Rézo, aux travaux de Meister sur les groupements, sur ce qu'il appelait la loi d'airain des associations : cette espèce d'entropie démocratique difficilement « contournable » qui formalise et fige la dynamique d'un groupe et se traduit par le contrôle croissant d'un appareil technocratique.

Un autre effet pervers de la « participation observante », que l'auteur ne pouvait éviter, c'est la réduction de l'analyse aux phénomènes liés au quotidien de l'observateur participant. De la même manière que les auteurs de *Génération*, Hamon et Rotman, recomposaient l'histoire de Mai 68 en France à partir uniquement d'un seul groupe d'acteurs (les anciens de l'Union des étudiants communistes), Fortin reconstruit l'histoire du Rézo surtout depuis les petits bobos journaliers du noyau urbain des permanents à Montréal. Je n'y ai pas reconnu vraiment les problèmes du réseau rural de groupes d'achat, la base même du Rézo. Il reste que ce document est précieux par la richesse de son information touffue et son style personnel qui tranche agréablement sur les discours plats habituels.

Alain BRIDAULT

Orion (coopérative de recherche et de conseil).

Graham S. LOWE, *Women in the Administrative Revolution*, Toronto et Buffalo, University of Toronto Press, 1987, 234 p.

Le XX^e siècle est celui des administrations publiques et privées. Destinée à répondre aux impératifs d'efficacité, de prévisibilité et de rationalité du capitalisme naissant, la bureaucratisation des services administratifs s'est accrue dans la plupart des démocraties occidentales. Certes, on crée de ce fait de nombreux postes dont la majorité se trouve être du personnel de bureau féminin. Tous ces emplois se ressemblent : peu variés et concentrés dans les catégories occupationnelles inférieures, ils se caractérisent par une absence de formation professionnelle adéquate, des bas salaires et des mauvaises conditions de travail.

Écrit par un homme, *Women in the Administrative Revolution* s'intéresse non pas aux femmes cadres (comme c'est la mode), mais plutôt aux femmes employées de bureau dans les administrations publiques et privées. Lowe s'arrête plus particulièrement aux raisons pour lesquelles ces emplois « ont changé de sexe » au cours de ce siècle. Au

XIX^e siècle, le métier de secrétaire était une fonction masculine. Sans s'attarder aux explications traditionnelles, telles que la résignation des travailleuses, les absences fréquentes, la formation inadéquate, l'auteur analyse les principales théories sur la féminisation du personnel de bureau : la ségrégation occupationnelle, le patriarcat et le capitalisme corporatif. Plus attentif à la dernière, il propose une explication, à savoir que la modernisation des services administratifs s'est faite à travers un double processus : la rationalisation et la bureaucratisation. Ce qui a eu pour effet d'augmenter d'une manière sensible le nombre des emplois de bureau sollicités et remplis par les femmes.

En étudiant le cas des banques et celui de la fonction publique fédérale, l'auteur montre que la situation des femmes varie d'un secteur à l'autre. On regrette, pourtant, qu'il passe sous silence des travaux parallèles sur la discrimination à l'égard des employés de bureau des banques montréalaises (G. Dussault et R. Rose-Lizée) et sur la ségrégation sexuelle dans l'administration publique fédérale (C. Simard). Des recherches menées aux États-Unis et en Grande-Bretagne, l'auteur enrichit les études de cas du Canada. Certes, il constate d'importantes similitudes entre les sociétés industrialisées dans l'intégration de la main-d'œuvre féminine à l'économie. Il relève néanmoins des différences organisationnelles fondées sur les particularités économiques et culturelles de ces trois pays (rationalisation des bureaux, mécanisation et contrôle gestionnel). La dégradation des emplois de bureau est la conséquence d'une production de plus en plus rationalisée combinée à l'introduction des principes de la gestion scientifique. Les femmes sont venues occuper ces postes en grand nombre et elles ont subi les effets négatifs de ces changements à travers la détérioration de leur statut professionnel.

Le dernier chapitre de l'ouvrage s'intitule : « La prolétarianisation du travail de bureau ? ». Si l'auteur accepte la thèse voulant que la féminisation du personnel de bureau se soit traduite par une diminution des salaires donnés à ces employées, il constate pourtant que ces postes leur offrent un environnement de travail satisfaisant, une sécurité d'emploi et des possibilités (certes relatives) de promotion. Ils leur procurent donc des avantages sociaux et économiques, si on les compare avec d'autres ghettos d'emplois féminins. Conséquemment, l'auteur concède qu'il est difficile d'appliquer la thèse de Brayerman sur la prolétarianisation au travail de bureau. Il propose de s'occuper plutôt à clarifier la relation théorique entre le problème des inégalités sociales et la position des femmes dans la structure de classes.

La position de Lowe sur le capitalisme corporatif, en plus de revenir sur les processus qui ont aidé les femmes à se substituer aux hommes dans les emplois de bureau, montre que tout n'est pas totalement noir pour elles. Certes, demeurent-elles concentrées dans des emplois dévalorisés et sont-elles « ghettoïsées ». Cependant, elles connaissent un niveau d'aspirations sociales et occupationnelles généralement fermé aux ouvrières. Ce point de vue plus optimiste méritait d'être mentionné et il faut en savoir gré à Graham Lowe.

Carolle SIMARD

*Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.*